

LE PARTI DE L'HUMAIN contre CELUI DE LA FINANCE

Après les mobilisations de cet automne,
les élections cantonales des 20 et 27 mars 2011
seront le premier rendez-vous électoral à ne pas manquer.

Dans notre département, les élus communistes au Conseil Général relaient en permanence les exigences et les besoins populaires. Ils pèsent pour que la majorité au département soit bien à gauche et veillent à ce que l'argent public serve en priorité l'emploi, les besoins sociaux et le développement économique.

Avec la réforme des collectivités territoriales qui prévoit de fusionner le département et la région et de réduire à la fois leurs budgets et leurs champs d'intervention, la droite veut encore frapper contre les services publics locaux, et contre l'aide sociale (qui représente 60% du budget du département) avec des conséquences directes sur nos vies quotidiennes. Aujourd'hui, nous avons encore plus besoin d'élus de gauche combattifs qui ont comme priorité la défense des intérêts populaires.

En choisissant une gauche combative, vous pouvez exprimer votre ras-le-bol face aux choix de la droite qui a méprisé la colère de millions de citoyens en imposant la réforme des retraites et qui a bafoué le fonctionnement démocratique de notre pays. Par ce vote vous enfoncerez le clou et donnerez de la force politique à la mobilisation sociale exceptionnelle pour les retraites.

Ne vous laissez pas voler votre colère et votre besoin de changement.

Enfin, vous donnerez au département des élus résolus à s'attaquer au pouvoir de la finance pour placer l'humain au centre des décisions politiques et économiques, des élus intransigeants avec le libéralisme. Dès aujourd'hui, ensemble, prenons le parti de l'humain contre celui de la finance.



**Le changement a besoin de vous,
Soutenez les candidats
de la gauche combative**

à renvoyer à :

Fédération 76 du Parti Communiste Français,
33, place du Général De Gaulle 76000 ROUEN

Nom :
Prénom :
adresse :
.....
Tel.
E-mail :

Contact : 02 35 07 89 00
mail : pcf76@pcf76.fr

**sacrifices
pour le
peuple**

**profits
pour la
finance**

ASSEZ !

Madame, Monsieur,

En ce début d'année, vous subissez une avalanche de hausses de prix : électricité, gaz, carburants, loyers, transports, assurances, consultation chez le médecin, déremboursements de médicaments... Mais salaires, retraites ou prestations sociales stagnent. Et beaucoup sont confrontés au chômage partiel ou au chômage tout court.

Il paraît qu'il n'y a plus d'argent dans les caisses, qu'il faut se serrer la ceinture à cause de la crise. Mais de qui se moque-t-on ? En 2010, 84 milliards d'€ de profits ont été réalisés par les grands groupes !

Notre société n'est pas malade de ses dépenses sociales. Elle est gangrénée par la finance. Des transports qui « déraillent » en période de pointe - ou quand il neige ! - au scandale des médicaments, c'est bien la course au profit qui conduit à tant de désastres. Et la politique de la droite, en servant ceux qui ont produit la crise, l'aggrave chaque jour un peu plus. La note vous est ensuite adressée. C'est profondément injuste. C'est aussi inefficace.

Il faut reprendre la main sur les marchés financiers, faire prévaloir l'intérêt général sur celui des actionnaires.

- Interdire les licenciements boursiers, nationaliser les banques, sous contrôle citoyen, pour accorder des facilités de crédit aux PME qui créent des emplois.
- Empêcher les délocalisations, faire reculer le patronat qui casse emplois et savoir-faire, en France, pour aller exploiter ailleurs. L'Etat, actionnaire de Renault, doit jouer ce rôle.
- Augmenter les salaires. L'argent serait plus utile dans les poches des familles que sur les marchés financiers. En plus, cela ferait rentrer de l'argent dans les caisses de la Sécu et des retraites.
- Les jeunes et chômeurs doivent accéder à l'emploi au lieu d'allonger le temps de travail des actifs au-delà de 60 ans ou au-delà de 35h. Plutôt que de jouer contre leur camp, comme le font certains, unissons-nous pour exiger des emplois dans les hôpitaux, les écoles, la police, les transports.

C'est le combat des communistes, comme de beaucoup d'entre vous.
Ensemble faisons front, à gauche.

Céline BRULIN
Secrétaire départementale du PCF

**L'Humain
d'abord**

PCF
Parti communiste français
Seine-Maritime

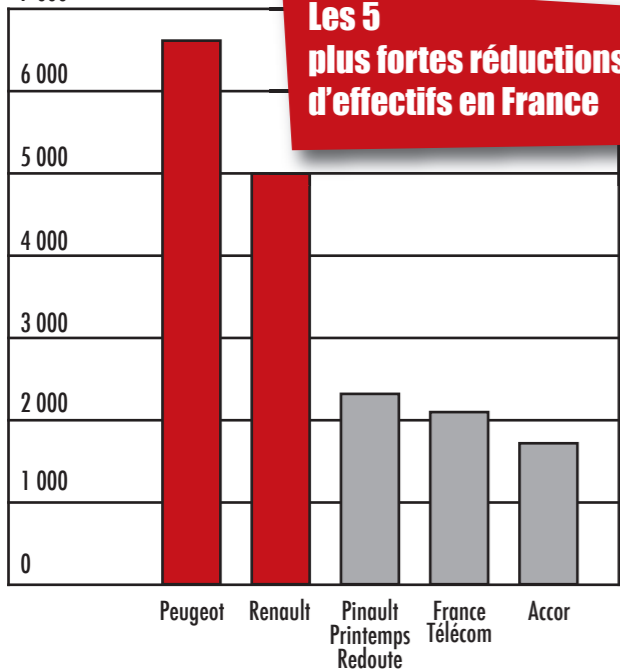
La Gauche Combative

Avec la Gauche Combative : Face aux actionnaires, à la bourse et au capital,

L'humain d'abord !!!

Nbre de postes supprimés en 2009
7 000

Les 5 plus fortes réductions d'effectifs en France



L'emploi : La priorité

Dans les grands groupes comme Renault Sandouville/Cléon/Alpine, Cooper, Saint-Gobain Desjonquères, Sanofi-Aventis, et encore plus chez leurs sous-traitants qui sont très souvent des PME/TPE, l'emploi est sacrifié au nom de la rentabilité à court terme.

Le chômage explose et dépasse les 10%, les suppressions d'emplois concernent des milliers de salariés et leurs familles. Les jeunes sont les premières victimes, près d'un diplômé sur deux reste sans emploi dans l'année qui suit son obtention. Que fait l'Etat ?

Il distribue la plupart du temps sans contrepartie de l'argent public aux grands groupes qui délocalisent et ne créent pas d'emplois. Dernièrement, la Taxe Professionnelle a été supprimée, représentant un nouveau cadeau de milliards d'euros pour le grand patronat, sans compter les allègements de cotisations sociales, sans aucun effet sur l'emploi.

Les communistes proposent de conditionner les aides sous forme de prêts aux entreprises qui favorisent l'emploi et la formation et non la spéculation financière. Alors que des pans entiers de notre industrie sont soit privatisés, soit délocalisés (avec les effets dévastateurs que l'on connaît), les politiques publiques doivent retrouver comme priorité l'industrialisation de nos territoires afin de relancer une dynamique forte de création d'emplois.

Débloquer le verrou des salaires pour relancer la consommation et la croissance

Actuellement, le Gouvernement fait de la défense des privilégiés sa priorité absolue. Récemment, les Français ont pu découvrir que la première fortune de France recevait, avec le bouclier fiscal, comme d'autres fortunés français, des chèques allant jusqu'à 30 millions d'euros. Les richesses sont confisquées par la haute finance, les gros actionnaires et leurs dividendes. Elles ne sont utiles ni à la croissance, ni à l'emploi.

L'emploi et les salaires doivent redevenir le cœur de la réflexion politique. L'enjeu ne doit plus être, comme l'imposent les traités européens, de protéger la bourse et de faire plaisir aux agences de notation, émanations des banques. Le travail doit permettre à chacun de vivre dignement. Il est indispensable pour cela d'inverser la logique actuelle en augmentant les salaires et en développant l'emploi.



Un service public moderne et efficace

16.000 suppressions de postes dans l'Education Nationale, une privatisation à marche forcée de La Poste, un sabordage de l'Hôpital public au profit des cliniques, des heures d'attente en Préfecture, etc. Nos services publics sont en danger !

C'est la conséquence de la politique gouvernementale de réduction des moyens humains et matériels dans la fonction publique.

Cela conduit à une société à 2 vitesses : d'un côté ceux qui peuvent s'offrir les services privés (soins, sécurité, éducation...), de l'autre ceux qui ont accès à des services au rabais, parfois contraints d'y renoncer. Les inégalités augmentent au même rythme que les bénéfices pour les cliniques ou autres opérateurs de cours privés type Acadomia.

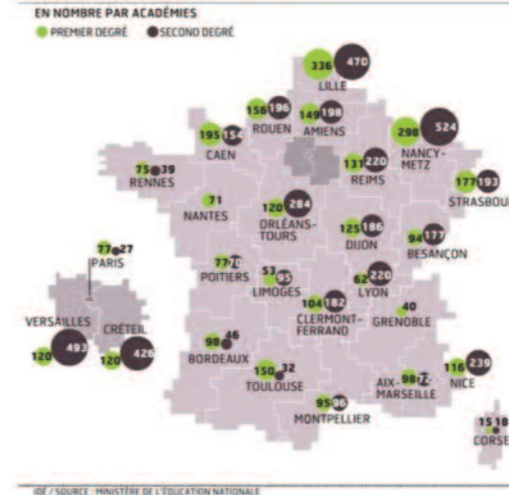
Parce que la justice sociale est au cœur du projet que portent les communistes, nous faisons de la défense, de la modernisation, du développement des services publics une priorité.

Tous les citoyens, quelque soient leurs lieux d'habitation ou leurs revenus, sont en droit de se loger, se soigner.

Loi NOME : hold-up sur vos factures d'électricité

Le Gouvernement a franchi une nouvelle étape dans la libéralisation du marché de l'énergie. Cette loi contraint depuis le 1er janvier EDF à vendre 25% de sa production électrique à ses concurrents à un prix inférieur au marché. Casse de l'entreprise publique et augmentation inévitable des prix sont au rendez-vous : déjà 3% d'augmentation au 1er janvier

POSTES SUPPRIMÉS À LA RENTRÉE EN 2011



Europe : Quand l'argent-roi sacrifie un continent et ses peuples

L'Europe d'aujourd'hui, construite dans le carcan libéral du Traité Constitutionnel que nous avons rejeté en 2005, met les peuples en concurrence et sert de terrain de jeu aux spéculateurs.

Les politiques des Etats sont dictées par les bonnes ou mauvaises notes attribuées par d'obscures agences de notation. Et pour répondre à leurs exigences de rentabilité, c'est l'austérité qui s'étend sur toute l'Europe, pour faire payer aux peuples la note d'une crise dont ils ne sont pas responsables.



Même les budgets nationaux sont placés sous contrôle, l'objectif est clair : mettre fin aux politiques publiques de solidarité.

Les communistes défendent une Europe de la coopération dont la politique serait dictée par le nivellement par le haut des droits et du niveau de vie.

Avec par exemple une Banque Centrale Européenne dont le rôle serait d'aider les investissements socialement utiles, et une harmonisation des salaires et de la protection sociale vers le haut.